



Parmi les textes soumis pour avis au Conseil supérieur de l'Éducation de ce jour, figurent les décisions du ministre qui transforment une fois de plus l'examen du baccalauréat, ou plutôt, qui l'achèvent. C'est la fin des épreuves terminales, anonymes et nationales. Solidaires étudiant.es et les fédérations de l'éducation qui composent l'Union syndicale Solidaires dénoncent la dévalorisation de l'examen et du diplôme du baccalauréat. Cette décadence va entraîner une inégalité de traitement des élèves, le baccalauréat sera défini localement car chaque établissement établira les normes et la pratique de l'évaluation pour le contrôle continu, c'est-à-dire 40 % de la note finale. La réputation d'un établissement fondée ou non aura donc un impact conséquent sur le poids du diplôme. Nous constatons, malheureusement que la volonté du ministère de l'éducation nationale est d'accentuer encore les injustices déjà subies par les élèves depuis la mise en place de parcoursup.

Le système de contrôle continu que nous impose le ministère de l'Éducation nationale est source de dégradation des conditions de travail des personnels puisqu'il a pour conséquences une pression très accentuée des familles pour améliorer les notes de leurs enfants et un contrôle permanent de la hiérarchie. C'est inacceptable. L'Union syndicale Solidaires et les fédérations de l'Éducation qui la composent l'ont d'ailleurs observé durant cette période de pandémie. Notre liberté pédagogique est de nouveau remise en cause et c'est inadmissible.

Quant aux épreuves de fin d'année de Terminales qui restent encore, elles seront réalisées comme cette année, dans la désorganisation totale, avec un calendrier ne respectant ni les élèves ni les enseignants pour la progression dans les programmes et le rattrapage des connaissances non acquises pendant cette année difficile. Plutôt que d'essayer de réduire les conséquences désastreuses dues aux divers confinements, le gouvernement a fait le choix de ne pas améliorer les conditions de travail des personnels et de ne pas privilégier l'Éducation en investissant en moyens matériels et humains, Solidaires Étudiant.es et les fédérations de l'Éducation qui la composent le condamnent.

La question de la reconnaissance des métiers de l'éducation et la question de la revalorisation de nos salaires a été abordée de façon absurde lors de la récente parodie de Grenelle. La situation de colère des personnels et enseignants des établissements publics et privés sous contrat est et sera perceptible dès la rentrée de septembre 2021. Le ministère doit réagir face à cette dégradation de la situation. Dès la rentrée prochaine, Solidaires Étudiant.es et les fédérations de l'Éducation qui composent l'Union syndicale Solidaires soutiendront toutes les actions qui permettront d'améliorer la situation.